

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation des cookies qui nous permettent de vous proposer des services et une offre adaptés à vos centres d'intérêts. En savoir plus. ✕

# l'Opinion

## La France se tromperait-elle de bataille ?

Publié le lundi 15 septembre à 14h14

Stimuler l'innovation, une nécessité dans la compétition mondiale ? Sans le moindre doute. Dans nos économies dites « avancées », avec notre structure sociale et ses coûts induits, c'est là la seule manière de sortir par le haut de la situation délicate dans laquelle nous nous trouvons. Faut-il que l'état joue un rôle actif dans le développement du pays, de sa recherche, de son industrie, de ses entreprises ? On le sent dans l'interrogation, la réponse dépend du niveau auquel est posée la question. Nous avons tous en tête le plan calcul et les jeux parfois hasardeux de mécano industriel. Mais la réponse en une condamnation en bloc est trop simpliste. D'abord parce que les initiatives de l'Etat ont parfois aussi connu des succès, ensuite parce que la deuxième économie mondiale repose toujours sur des plans quinquennaux qui donnent une direction franche à l'orientation du pays.

Alors, que penser de l'un des derniers avatars de la politique « industrielle » de la France : France Brevet ? Une remarque préliminaire. Ce patent troll joue –t-il un rôle de stimulateur de l'innovation ou devient-il une sorte de bouclier dans un esprit de protectionnisme national ? Le véritable nécessité est d'insuffler l'énergie (et les ressources) pour faire revenir faire la course en tête. Dans un monde en perpétuelle évolution les positions figées ne sont pas porteuses d'un grand avenir. La copie – plus ou moins sophistiquée – est monnaie courante. En revanche la capacité à être perpétuellement unique et inimitable, à identifier en amont, voire à susciter, les besoins des consommateurs, voilà qui crée la différence et génère des parts de marché. France Brevet est-elle un facteur de mobilité intellectuelle et de dynamisme ? On en doute.

La deuxième question est celle du rôle de l'Etat. Il est parfaitement légitime dans ses missions régaliennes, dans l'édification des infrastructures, l'éducation, la recherche fondamentale. Ces derniers points constituent d'ailleurs des « briques » de toute première importance pour l'innovation.

Mais l'Etat a-t-il réellement les compétences et la légitimité pour sélectionner les technologies de demain ? L'argent public doit-il être investi dans ce type d'aventure ? Certes, cet argent est issu d'une dette, mais celle-ci est garantie par l'ensemble des citoyens. Pour prendre un raccourci saisissant, faut-il mettre en jeu (même marginalement) la solvabilité des français pour spéculer sur certaines technologies ?

En fait, nous assistons à la résurgence d'un mélange de protectionnisme et de politique industrielle issus d'un temps révolu.

Indépendamment de son bien-fondé, la démarche semble peu cohérente : elle concerne les brevets sans intervenir sur les produits ! Rappelons également que les efforts de l'Etat français pour créer avec Bull un champion mondial de l'informatique n'ont pas vraiment été couronnés de succès ! Enfin, comme le souligne de façon très pertinente l'ECIPE dans un [papier](#) blanc récent, la France, puissance moyenne en perte de vitesse, a-t-elle intérêt à déclencher une guerre qu'elle n'a pas les moyens de soutenir ? La France ne dispose plus d'un panel de technologies suffisamment large et son marché intérieur est trop étroit pour que cela puisse avoir un sens de se replier sur soi. A l'inverse, si une « guerre des brevets » conduit un pays comme la Chine à fermer ses portes, c'est un marché gigantesque qui deviendrait extrêmement difficile d'accès pour les entreprises françaises.

La dernière question est celle des moyens. Le vecteur usuel auquel a recours un Etat pour donner une inflexion « industrielle » est la fiscalité. C'est d'ailleurs ce qui est déjà fait à travers le crédit d'impôt

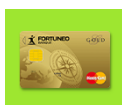
recherche avec les résultats positifs que l'on sait. L'orientation donnée est alors moins « on – off » que par un outil tel que France Brevet. Certes, la fiscalité touche le budget de fonctionnement, alors que dans le cas de France Brevet il est question d'investissement. Mais sur le fond, lorsque les enjeux sont aussi importants et que le moment est aussi crucial, ce genre de rhétorique a-t-il réellement sa place ? De plus, comme le rappelle le rapport de l'ECIPE, un pays comme la Chine, qui a publié ces dernières années largement plus d'articles de recherche que la France dispose de ressources sans communes mesure.

Finalement, malgré une intention louable, l'Etat a-t-il créé un nouveau « machin » qui viendra s'ajouter à la longue liste des ectoplasmes et autres comités Théodule dont la France semble détenir le secret ?



### Executive MBA EMLyon

Manager, 15 ans d'expérience? MBA classé n°3 mondial pour la progression de carrière, Postulez!



### CB Gold + 80 € offerts !

Une Gold gratuite et 80 euros offerts avec Fortuneo, la banque en ligne moins chère.

Publicité  Ligatus